

Malestroit. Trésorerie : élus et syndicats contre la fermeture



Comme dans d'autres villes du Morbihan, la trésorerie de Malestroit pourrait disparaître d'ici à 2022. Hier, les syndicats se sont mobilisés et ont rencontré les maires du secteur.

Dans le cadre d'une refonte des centres d'impôts dans le territoire, en vertu d'un plan gouvernemental, plusieurs centres des finances publiques et trésoreries pourraient être amenés à disparaître dans le département, d'ici à 2022.

Cette suppression intervient dans le cadre de la « géographie revisitée », appelée aussi « nouveau réseau de proximité », une réforme impulsée par le ministre Gérard Darmanin.

« C'est un service public de qualité et de proximité, nécessaire à la population et aux collectivités locales », assurent les représentants de l'Intersyndicale finances publiques de Morbihan Solidaires, CFDT, CGT et FO, présents à Malestroit, hier.

Une pétition

« Le service public est un élément incontournable de la vie de nos territoires, son caractère de proximité doit être conservé à tout prix, la réception des contribuables et des usagers doit constituer la mission première des finances publiques », peut-on lire sur la pétition que les délégués syndicaux, incitent à signer.

« Au niveau départemental, nous avons déjà recueilli plus de 3 000 signatures. Aujourd'hui à Malestroit, en ce jour de marché, nous avons reçu un très bon accueil. On constate que les gens nous soutiennent massivement », font savoir les représentants des personnels.

Les maires présents

« Non à la casse du service public. Toutes et tous concernés, ne lâchons rien continuons la mobilisation », peut-on lire sur les banderoles déployées sur la façade de la trésorerie, à Malestroit, où presque tous les élus du secteur, ceints de leurs écharpes tricolores s'étaient donné rendez-vous, à midi.

Les sept agents du site et le chef de centre se sont joints au mouvement revendicatif. Jean-Luc Bléher, président d'Oust à Brocéliande communauté (OBC) a pris la parole pour dénoncer la dégradation du service public. « Le démantèlement des services de proximité : finances publiques, Poste, crée une distension entre le service et la population et une déshumanisation. Nous devons rencontrer prochainement le directeur général, nous lui dirons notre opposition à ces suppressions. »

Contacté en début de semaine pour un rendez-vous, Bruno Gicquello, maire de Malestroit, a reçu les représentants des différents syndicats des finances publiques, afin d'échanger sur leurs préoccupations suite à la réorganisation des services. Le maire partage leurs visions sur la mise en difficulté de la qualité du service publique pour les administrés et le maintien des emplois sur le territoire. Conscient que la décision ne lui appartient pas, « le projet sera porté au prochain conseil municipal qui aura lieu la semaine prochaine », a fait savoir l' élu.

Judi 10 octobre, prochain rendez-vous devant l'hôtel des impôts, à Ploërmel, où les syndicats attendent les élus de la Cité des Ducs.

